



Île-du-Prince-Édouard

Quel est le nombre approximatif d'établissements et de types de jeux de hasard ?

| Établissements et types de jeux à l'Île-du-Prince-Édouard en 2009-2010¹ | |
|---|---|
| Bars et bars-salons avec appareils de loterie vidéo (ALV) | 40 (268 ALV dans les bars et les bars-salons) |
| Casinos avec machines à sous | 2 (non exploités par les Premières nations, avec 248 machines à sous) |
| Hippodromes | 2 |
| Tables de jeu | 8 |
| Points de vente de billets de loterie | 182 |
| Licences de jeu de bienfaisance délivrées | Environ 1 122 |
| Jeux en ligne | Oui |

Qui exploite et régit les activités de jeu ?

- La Société des loteries de l'Atlantique (SLA) est propriétaire des deux casinos de la province, qu'elle régit et exploite.
- Les jeux électroniques (ailleurs que dans les casinos) sont régis par la [Prince Edward Island Lotteries Commission](#) (PEILC) et sont gérés et exploités par la SLA.
- Les courses de chevaux sont régies par l'[Agence canadienne du pari mutuel](#) (ACPM) et la [Commission des courses attelées des provinces Maritimes](#), gérées par Horse Racing PEI et exploitées par des organismes à but non lucratif.
- Les loteries à billet sont régies par la PEILC, gérées par la SLA et exploitées par la SLA et la PEILC.
- Le ministère des Affaires communautaires et culturelles délivre les licences de jeu de bienfaisance et régit ces jeux, qui sont exploités par des organismes de bienfaisance et des organismes religieux².

Quelles sont les activités de jeu les plus courantes ?

- Chez les élèves des 7^e, 9^e, 10^e et 12^e années : cartes à gratter³.
- Chez les adultes : billets de loterie, jeux de bienfaisance et billets de loterie instantanée⁴.

Quels sont les taux de jeu problématique ?

- Parmi les élèves des 7^e, 9^e, 10^e et 12^e années, 1,6 % ont des problèmes de jeu et 3,0 % sont à risque³.
- Parmi les adultes, 0,9 % ont des problèmes de jeu et 0,7 % sont à risque modéré⁴.

Quelles sont les activités de jeu les plus courantes chez les personnes qui ont des problèmes de jeu ?

- Chez les adultes : ALV³.



À combien se chiffrent les recettes du jeu ?

- En 2009-2010, les recettes du jeu pour le gouvernement ont atteint 42 758 000 \$, soit le montant le plus bas au Canada (après paiement des lots et avant déduction des frais).
- En 2009-2010, les recettes totales des courses de chevaux se sont élevées à 1 746 000 \$, et les recettes des jeux de bienfaisance ont atteint 2 715 000 \$ pour le bingo et 52 000 \$ pour les billets en pochette et à languettes (après paiement des lots et avant déduction des frais)¹.

À quoi servent les recettes du jeu ?

- Les recettes nettes sont versées au gouvernement, qui les utilise pour financer des organismes de bienfaisance et promouvoir des secteurs tels que les sports et la promotion de la santé dans la collectivité⁵.
- En 2009-2010 :
 - des recettes nettes d'environ 26 975 000 \$ ont été versées au gouvernement ;
 - les organismes de bienfaisance ont tiré 94 300 \$ de leurs activités de jeu ;
 - 611 000 \$ des recettes de jeu du gouvernement ont été affectés au jeu problématique¹.

Qui prend des mesures de réduction des méfaits associés au jeu, et quelles sont ces mesures ?

Gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard

- En 2008, le gouvernement a publié la stratégie de jeu responsable [Leadership, Integrity and Responsibility: A Responsible Gaming Strategy for Prince Edward Island](#). Elle prévoit notamment les initiatives suivantes :
 - réduire considérablement le nombre d'ALV dans la province ;
 - accroître les fonds consacrés aux stratégies de jeu responsable ;
 - faire passer de 18 à 19 ans l'âge légal pour acheter des billets de loterie ;
 - informer les détaillants sur la vente aux mineurs et mettre en œuvre un programme de clients anonymes visant à assurer le respect des restrictions fondées sur l'âge ;
 - intensifier la publicité préconisant le jeu responsable ;
 - élaborer une stratégie visant à verser à la province toutes les recettes tirées des loteries.
- Le gouvernement offre des [services aux personnes ayant une dépendance au jeu](#), notamment des services en consultations externes et en établissement ainsi qu'un programme itinérant d'information sur le jeu et de traitement d'une durée de trois semaines.
- Le gouvernement a mis sur pied une ligne d'aide sur le jeu problématique accessible jour et nuit et confiée à des travailleurs sociaux, et il a embauché un spécialiste en dépendance au jeu pour sensibiliser la population au jeu problématique, améliorer les services de traitement et organiser des séances d'information de groupe. Un [calculateur du coût du jeu](#) a également été mis au point.

[Société des loteries de l'Atlantique](#) (SLA)

- Dans le cadre de son Code de conduite en matière de jeu responsable, la SLA :
 - donne une formation aux détaillants et au personnel des casinos sur le jeu responsable ;
 - organise des initiatives locales d'éducation, de sensibilisation et de prévention ;
 - fournit des ressources sur le jeu responsable, des outils d'autoévaluation et une ligne d'assistance téléphonique ;
 - tient un centre d'information sur le jeu problématique dans chacun des deux casinos ;



- a mis sur pied un programme d'autoexclusion auquel on peut s'inscrire dans les casinos ou ailleurs, et offre une option d'autoexclusion pour le jeu en ligne ;
- offre un logiciel dans les casinos qui calcule combien il en coûterait à un joueur par heure, par mois ou par année pour miser divers montants dans les machines à sous ;
- ne permet pas l'installation de guichets automatiques dans les aires de jeu.

Sources

1. Canadian Partnership for Responsible Gambling. Avril 2010. [Canadian gambling digest 2009-2010](#).
2. Canadian Partnership for Responsible Gambling. 2010. [Organization and management of gambling in Canada](#).
3. Poulin, C., et D. Elliot. Novembre 2007. [Student drug use survey in the Atlantic provinces: Atlantic technical report](#), Université Dalhousie.
4. Doiron, J. 2006. [Gambling and problem gambling in Prince Edward Island](#). Présenté au ministère de la Santé de l'Île-du-Prince-Édouard.
5. Prince Edward Island Lotteries Commission. Septembre 2008. [Prince Edward Island responsible gaming strategy](#).